

Les comptes de la Nation en 2004 : Une reprise tirée par la demande

Adrien Friez, Guillaume Mordant, département des Comptes nationaux, Insee

En 2004, le produit intérieur brut s'accroît de 2,3 % en volume, après 0,8 % en 2003 et 1,2 % en 2002. Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages progresse de 1,4 % grâce à une accélération des revenus d'activité (+ 2,8 %) et du patrimoine (+ 4,7 %). La consommation effective des ménages reste le principal soutien de la croissance. L'investissement des entreprises rebondit et vient également soutenir l'activité économique. Ces deux moteurs de la croissance sont en partie contrebalancés par le commerce extérieur, dont le solde pour les échanges de biens devient négatif pour la première fois depuis 2000. Après trois années de recul, le taux de marge des sociétés non financières se redresse à 30,8 %, grâce à une reprise de la croissance de la valeur ajoutée supérieure à celle de la masse salariale. La forte progression des rentrées fiscales permet une réduction du déficit public, qui demeure toutefois élevé. Les soldes sociaux se creusent, malgré une décélération des dépenses.

L'activité économique repart en 2004. Le PIB s'accroît de 2,3 % en volume après 0,8 % en 2003 et 1,2 % en 2002 (tableau 1). Le solde des échanges extérieurs pèse sur la croissance, notamment en raison de la hausse des importations qui atteint 6,9 % en volume. Mais la demande intérieure repart : + 3,2 % après deux années à 0,9 %.

La production accélère dans la plupart des branches sauf dans l'énergie. Au total, elle s'accroît de 2,7 % après 0,6 % en 2003. Elle est soutenue dans la filière agricole et agroalimentaire par une reconstitution des stocks érodés en 2003 par les effets de la canicule. Les services marchands profitent du dynamisme de la demande des entreprises et des ménages. La construction bénéficie de la croissance

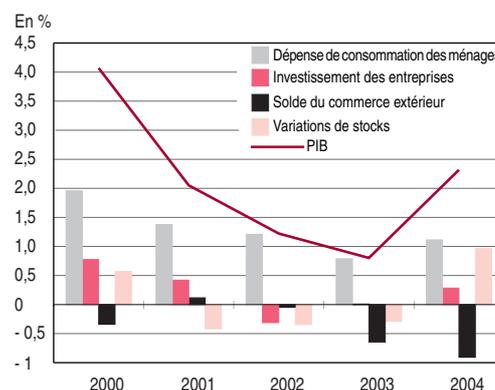
toujours importante de l'investissement, tant des administrations publiques que des ménages. Seule la production d'énergie ralentit avec une croissance de 2,5 % après 4,0 % en 2003 ; son utilisation en consommation intermédiaire est en forte accélération, en raison de l'activité des autres branches, mais la consommation des ménages ralentit sur ce poste et les exportations baissent.

Après le déstockage de 2003, le stockage important de 2004 contribue fortement à la croissance du PIB (+ 1,0 point). Ce phénomène exceptionnel est en grande partie dû à l'agriculture. En effet, la filière agricole et agroalimentaire explique à elle seule plus de 40 % de la contribution des stocks au PIB. En liaison avec le déficit de production en 2003, le déstockage de produits agricoles avait été important. Le mouvement s'est inversé en 2004, avec une forte production qui a permis de reconstituer les stocks.

Un solde négatif du commerce extérieur

Dans un environnement international porteur, les exportations ont été dynamiques en 2004 (+ 3,1 % en volume) après deux années plus calmes. Les deux tiers de cette croissance proviennent des biens de consommation et des biens d'équipement. Ce dynamisme a toutefois été nettement inférieur à celui des importations

① Contributions à la croissance du PIB



Source : Comptes nationaux, base 2000, Insee

(+ 6,9 % en volume). De ce fait, le solde du commerce extérieur pèse sur la croissance avec une contribution record de - 0,9 %.

En valeur, si l'ensemble des échanges de biens et services est resté favorable à la France, le solde des échanges de services s'est contracté fortement comme en 2003 et celui des biens est déficitaire pour la première fois depuis l'année 2000. Le déficit commercial sur les biens (FAB-FAB) s'élève en 2004 à 6,6 milliards d'euros (tableau 2).

La détérioration du solde du commerce extérieur est imputable à l'ensemble des produits manufacturés, aux produits pétroliers, aux services financiers et au tourisme.

La hausse des prix du pétrole a amplifié la détérioration du solde des produits énergétiques en valeur. Ainsi l'énergie, dont le poids dans les importations françaises est de 8 %, explique 44 % de la détérioration du solde commercial de la France en valeur.

Le solde des revenus de la propriété avec le Reste du monde est demeuré fortement déficitaire en 2004 (- 3,4 milliards d'euros), alors qu'il était bénéficiaire jusqu'en 2001. Le solde des transferts en capital retrouve une valeur plus habituelle, après un déficit exceptionnel de 7,7 milliards d'euros en 2003.

Au total, le solde de l'ensemble des relations avec le Reste du monde est à nouveau dégradé et s'établit à - 10,4 milliards d'euros, après - 4,2 milliards d'euros en 2003 et des excédents les années antérieures (tableau 2).

La consommation des ménages accélère

Principal moteur de la croissance en 2004, la consommation effective des ménages accélère (+ 2,1 %). Cette consommation intègre les dépenses des ménages ainsi que la consommation prise en charge par des transferts sociaux en nature (dépenses de santé notamment). La contribution à la croissance du PIB de la seule dépense de consommation des ménages s'élève à 1,1 %, auquel s'ajoute 0,3 % de contribution des transferts sociaux en nature.

L'accélération de la dépense de consommation des ménages (+ 2,0 % après + 1,4 % en volume) trouve son origine dans la reprise d'achats d'automobiles et dans la vive croissance des achats de biens de nouvelles technologies, de services de transport et de services financiers. La consommation prise en charge par les transferts sociaux en nature augmente de + 2,2 % en volume.

Toutefois les dépenses de santé ont ralenti.

En valeur, la dépense de consommation des ménages a progressé de 3,8 % en 2004 après 2,8 % en 2003.

Le pouvoir d'achat des ménages s'accroît de 1,4 %

Le revenu disponible brut progresse de 3,2 % après seulement 1,7 % en 2003. Le prix de la dépense de consommation a crû de 1,8 %, tiré notamment par les prix des produits alimentaires, des loyers et des produits pétroliers. Ainsi, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages a progressé globalement de 1,4 % après 0,4 % en 2003, favorisant l'accélération de la consommation.

Nets de cotisations sociales, les revenus d'activité ont augmenté de 2,8 %, après une hausse limitée à 1,7 % en 2003. La masse salariale a progressé plus vite en 2004 (+ 2,8 %) qu'en 2003 (+ 2,0 %) malgré la faible croissance de l'emploi. Elle a bénéficié de la revalorisation du salaire minimum (+ 5,8 %) et sa hausse a été particulièrement accentuée dans la construction. La masse des rémunérations versées progresse de façon équivalente dans le secteur privé (+ 2,8 %) et les administrations (+ 2,9 %). Plus encore qu'en 2003, la hausse de la masse salariale des administrations est marquée dans les collectivités locales et les hôpitaux. Le revenu d'activité des entrepreneurs individuels a progressé de 3,8 %, après 2,6 % en 2003.

Les revenus du patrimoine (y compris loyers) ont contribué pour un point à la croissance du revenu disponible des ménages après avoir pesé pour - 0,2 point en 2003. Les loyers nets de taxe foncière ont augmenté de 5,6 % contribuant ainsi sensiblement à la hausse du revenu. Dans le même temps, les revenus financiers se sont accrus de 3,5 %, grâce à la croissance des dividendes distribués par les entreprises, après un reflux important en 2003. A l'inverse, en 2004, la baisse des indemnités d'assurance liée au recul de la sinistralité a pesé sur le revenu disponible.

Les impôts courants versés par les ménages progressent au même rythme

1 Le PIB et les opérations sur biens et services

Prix courants, en % et milliards d'euros

	Évolutions en volume au prix de l'année 2000			Prix 2004/2003	Valeur 2004 (Milliards d'euro)	Contribution à la croissance du PIB 2004
	2002	2003	2004			
Produit intérieur brut (PIB)	1,2	0,8	2,3	1,6	1 648,4	2,3
Importations	1,7	0,7	6,9	1,7	424,0	- 1,7
Total des emplois finals	1,3	0,8	3,2	1,6	2 072,4	4,0
Consommation effective des ménages, dont :	2,6	1,8	2,1	1,8	1 156,7	1,4
- dépense de consommation des ménages	2,2	1,4	2,0	1,8	901,2	1,1
- individualisable des administrations publiques	4,3	2,9	2,2	1,8	255,5	0,3
Consommation effective des administrations publiques	0,5	0,3	3,5	1,8	138,9	0,3
Formation brute de capital fixe, dont :	- 1,7	2,7	2,5	2,7	316,0	0,5
- sociétés non financières et entreprises individuelles	- 2,9	0,1	2,8	2,1	165,2	0,3
- ménages	1,2	3,9	3,1	4,6	85,8	0,2
- administrations publiques	- 1,0	8,3	3,3	2,4	52,5	0,1
Exportations	1,5	- 1,7	3,1	1,9	428,1	0,8
Contribution à la croissance :						
Variation de stocks	- 0,3	- 0,3	1,0	-	9,5	1,0
Solde du commerce extérieur	0,0	- 0,6	- 0,9	-	4,1	- 0,9

Source : Comptes nationaux, base 2000, Insee

que leur revenu. Malgré l'accélération de celui-ci, les ménages ont puisé dans leur épargne pour accroître davantage encore leurs dépenses de consommation. Leur taux d'épargne recule, passant de 16,0 % en 2003 à 15,4 % en 2004. L'investissement des ménages en logement reste tonique avec + 2,9 % en volume après + 3,6 % en 2003.

Les entreprises ont davantage investi et distribué de dividendes

L'investissement des entreprises non financières repart (+ 2,8 %) après avoir stagné en 2003 (+ 0,1 %) et baissé en 2002 (- 2,9 %). Ainsi, sa contribution à la croissance redevient positive et s'établit à 0,3 %. L'investissement en biens d'équipement (+ 4,3 %) et en automobile (+ 3,5 %) s'est nettement redressé. Il en va de même pour le bâtiment. Pourtant, avec une hausse de 0,6 % en volume en 2004, cette dernière composante de l'investissement reste peu dynamique.

Le taux de marge des sociétés non financières se redresse et s'élève à 30,8 % en 2004, après trois années de repli. La croissance de la valeur ajoutée de 3,6 % en valeur a permis une accélération de la masse des rémunérations des salariés (+ 2,9 % succédant à + 2,1 % en 2003) qui n'a pas altéré les marges.

L'excédent brut d'exploitation des sociétés non financières progresse de + 4,4 %, autorisant à la fois la reprise de l'investissement et une croissance notable des dividendes nets versés. Les charges nettes d'intérêts des sociétés non financières ont été contenues grâce à l'évolution favorable des taux et au mouvement de désendettement engagé les années précédentes. Les impôts courants ont progressé plus vite que l'excédent brut d'exploitation. Les dividendes nets distribués par les sociétés ont progressé de 13,6 % (contre + 2,3 % en 2003) pesant sur l'épargne brute des sociétés non financières pour 5,4 points. Ainsi, l'épargne brute est stable. Les sociétés ont toutefois accru leur investissement de 5,3 % en valeur avec un taux d'autofinancement en net recul (82,2 % succédant à 86,6 % en 2003 mais 78,2 % en 2002). Elles creusent

2 Principaux éléments du tableau économique d'ensemble

À prix courants

	Évolution en % (sauf italiques)			En milliards d'euros
	2002	2003	2004	2004
Produit intérieur brut	3,4	2,4	4,0	1 648,4
dont : valeur ajoutée au prix de base	3,6	2,4	3,7	1 478,2
impôts sur les produits nets de subventions sur les produits (1)	2,3	2,3	6,7	170,2
Valeur ajoutée brute par secteurs				
Valeur ajoutée des entreprises	3,3	2,0	3,5	1 032,6
sociétés non financières	3,2	1,9	3,6	828,5
entreprises individuelles	1,6	2,2	3,6	136,9
sociétés financières	8,5	2,0	0,9	67,2
Valeur ajoutée des administrations publiques	4,7	2,8	3,5	266,1
Éléments du partage de la valeur ajoutée				
Rémunération des salariés des entreprises	3,9	2,3	2,8	604,1
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises	2,3	1,8	3,9	389,8
Rémunération des salariés des administrations	4,7	3,4	2,9	221,8
Sociétés non financières				
Excédent brut d'exploitation	1,1	1,6	4,4	255,2
Revenus de la propriété nets versés	25,9	- 5,3	12,0	76,8
Épargne brute	- 5,6	8,6	- 0,1	128,6
Formation brute de capital fixe	- 2,7	- 1,8	5,3	156,5
Variation des stocks	0,9	- 1,3	8,3	8,3
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (milliards)	- 25,5	- 18,7	- 28,3	- 28,3
Taux de marge (2)	30,7	30,6	30,8	30,8
Taux d'autofinancement (3)	78,2	86,6	82,2	82,2
Sociétés financières				
Excédent brut d'exploitation	22,2	- 0,3	- 0,3	22,6
Formation brute de capital fixe	- 6,7	8,2	- 13,0	10,3
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (milliards)	- 0,7	9,0	13,1	13,1
Ménages (y compris entreprises individuelles)				
Excédent brut d'exploitation (4)	3,1	4,4	5,6	131,7
Revenu mixte	1,6	2,6	3,8	112,1
Salaires bruts reçus	4,3	2,0	2,8	633,9
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature (5)	5,5	4,2	4,0	324,2
Revenus de la propriété nets reçus	1,9	- 7,0	3,5	96,0
Impôts courants et cotisations effectives à la charge des ménages	1,9	3,7	2,8	249,1
Revenu disponible brut	4,7	1,7	3,2	1 065,6
Dépense de consommation finale	3,3	2,8	3,8	901,2
Épargne brute	11,9	- 3,7	- 0,2	164,4
Formation brute de capital fixe	4,6	9,0	7,2	94,6
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (milliards)	86,4	70,9	63,9	63,9
Taux d'épargne (6)	16,9	16,0	15,4	15,4
Taux d'épargne financière (7)	8,5	6,9	6,0	6,0
Administrations publiques				
Total des impôts	0,7	1,2	6,2	444,3
Cotisations sociales effectives	3,8	3,8	3,1	268,0
Prestations sociales et autres transferts sociaux en nature versés	6,3	5,0	4,0	546,9
Dépense de consommation collective (8)	3,7	1,3	5,4	138,9
Subventions et aides à l'investissement versées	8,5	1,6	1,1	51,8
Formation brute de capital fixe	0,6	9,5	5,8	52,5
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (milliards)	- 49,1	- 66,6	- 60,1	- 60,1
État	- 56,5	- 62,2	- 52,2	- 52,2
Organismes divers d'administration centrale	9,1	4,9	9,9	9,9
Administrations publiques locales	2,0	0,5	- 1,9	- 1,9
Administrations de sécurité sociale (y c. hôpitaux)	- 3,7	- 9,8	- 15,9	- 15,9
Relations avec le Reste du monde				
Exportations de biens (FAB)	- 0,5	- 2,7	6,0	342,7
Importations de biens (FAB)	- 2,3	- 1,3	9,2	349,3
Exportations de services - importations de services (milliards)	18,1	14,1	10,7	10,7
Solde des opérations de répartition en provenance du Reste du monde	- 14,3	- 21,8	- 14,5	- 14,5
Capacité (+) / Besoin (-) de financement de la Nation (milliards)	12,3	- 4,2	- 10,4	- 10,4

(1) Impôts sur les produits : TVA, impôts sur les importations et autres impôts sur les produits (TIPP, taxes sur les tabacs et alcools...)

(2) Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute, en %.

(3) Épargne brute / Formation brute de capital fixe, en %.

(4) Excédent principalement tiré de la location de logements, y c. des loyers fictifs des propriétaires versés à eux-mêmes.

(5) Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature sont principalement les prestations sociales en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités chômage, RMI).

(6) Épargne brute / revenu disponible brut, en %.

(7) Capacité de financement / revenu disponible brut en %.

(8) La dépense de consommation collective des administrations publiques correspond au financement courant de biens ou services pour la collectivité tels que la défense, la justice ou l'administration.

Source : Comptes nationaux, base 2000, Insee

leur besoin de financement qui atteint 28,3 milliards d'euros en 2004.

Le déficit public se réduit mais demeure élevé

Le déficit public s'est réduit en 2004, s'établissant à 59,7 milliards d'euros au sens de Maastricht et à 3,6 % du PIB contre 4,2 % en 2003. Les recettes fiscales progressent vivement (+ 6,2 %) et

particulièrement l'impôt sur les sociétés et la TVA, favorisés par l'amélioration des résultats des entreprises et la croissance de la consommation. Le taux de prélèvements obligatoires progresse ainsi de 0,3 point pour s'établir en 2004 à 43,4 % du PIB.

La reprise des recettes fiscales s'accompagne d'une moindre croissance des dépenses. L'investissement des administrations publiques locales et du secteur hospitalier ainsi que les prestations

sociales ont constitué les dépenses les plus dynamiques tandis que les dépenses de personnel (traitements et pensions) continuent de ralentir (+ 2,9 % après + 3,4 % en 2003). Les prestations sociales et autres transferts sociaux en nature ralentissent. Ils progressent toutefois globalement encore de 4,0 %, poussés par des mesures nouvelles, ce qui grève les comptes des administrations de sécurité sociale, dont le déficit s'élève à 15,9 milliards d'euros.

L'investissement public ralentit alors qu'il avait connu en 2003 une très forte accélération après deux années de légère baisse en volume, toutefois sa croissance de + 3,3 % reste assez soutenue. L'investissement public en bâtiment et travaux publics ralentit légèrement : 4,3 % après 5,7 %. En revanche, la consommation collective des administrations accélère fortement à + 3,5 % après + 0,3 % en 2003. Au total l'ensemble de ces dépenses contribue à hauteur de 0,4 % à la croissance de 2004.

Le poids de la dette publique au sens de Maastricht s'est accru en 2004 de 71,4 milliards d'euros, atteignant 1 067 milliards fin 2004 (soit 64,7 % du PIB).

Les révisions des comptes

Les comptes sont désormais publiés en « base 2000 ». Comme dans l'ensemble des pays européens, l'affectation aux différents acteurs économiques de la consommation de services d'intermédiation financière (marges sur intérêts des institutions financières) appelés SIFIM a un impact important. Une information plus riche que lors de la base précédente a par ailleurs été mobilisée. Les comptes sont donc révisés substantiellement par rapport à la publication du 31 mars 2005 à laquelle ils ne sont pas directement comparables. Des éléments détaillés expliquant les modifications apportées sont disponibles sur le site www.insee.fr, rubrique comptes nationaux annuels (dossier « base 2000 »). En base 2000, le niveau du PIB apparaît plus élevé. En 2003, le PIB est réévalué en niveau de 1,8 %, dont 0,7 point résulte du nouveau traitement SIFIM. L'impact du changement de base sur l'évaluation de la croissance est en revanche limité. Les intérêts versés et reçus par les agents économiques sont modifiés par le nouveau

traitement SIFIM. Ils sont désormais nets de la marge des institutions financières. La ventilation de la consommation de SIFIM par secteur conduit en outre à réduire de 0,1 à 0,2 point le taux d'épargne des ménages. Elle entraîne également une diminution de 1,5 à 1,6 point du taux de marge des sociétés non financières.

Sur la période récente, la croissance du PIB a été revue également du fait de la prise en compte d'informations nouvelles.

Les comptes trimestriels publiés le 20 mai (Premiers résultats du 1^{er} trimestre 2005) sont cohérents en valeur avec les comptes annuels bruts, sur l'année 2004 et les années antérieures. Dans la publication trimestrielle, la croissance est présentée corrigée des variations de jours ouvrables (CJO) et le volume est à prix constants de l'année 2000. Ainsi, pour 2004 la croissance CJO et en prix constants 2000 s'élève à 2,1 %, l'écart de 0,2 par rapport aux comptes annuels est entièrement imputable à la correction CJO.

Croissance du PIB (données non CJO)	2001	2002	2003	2004
Base 1995	2,1	1,2	0,5	2,6 (31 mars 2005)
Base 2000	2,1	1,2	0,8	2,3 (20 mai 2005)

Bibliographie

Dossier « base 2000 » sur www.insee.fr
« Les comptes des administrations publiques en 2004 », *Insee Première* n° 1018, mai 2005.

« La consommation des ménages en 2004 », *Insee Première*, à paraître en juin.
« Les échanges extérieurs de la France en 2004 », *Insee Première*, à paraître en juin.
« Les comptes financiers de la nation en 2004 », *Insee Première* n° 1019, à paraître le 25 mai.

« L'économie française », Rapport sur les comptes de la Nation, édition 2005-2006, collection *Références*, Insee, consultable en juin sur www.insee.fr (Comptes nationaux), à paraître en juillet 2005.

INSEE PREMIÈRE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : www.insee.fr (rubrique Publications)

Vous pouvez vous abonner gratuitement aux avis de parution dans <http://www.insee.fr/fr/ppp/abonnement/abonnement.asp#formulaire>

BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

A RETOURNER A : INSEE/CNGP, Service Abonnement - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1
Tél. : 03 22 97 31 70 Fax : 03 22 97 31 73

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIÈRE - Tarif 2005

Abonnement annuel = 70 € (France) 87 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : _____ Activité : _____

Adresse : _____

Tél : _____

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : _____ €.

Date : _____ Signature

Direction Générale :
18, Bd Adolphe-Pinard
75675 Paris cedex 14
Directeur de la publication :
Jean-Michel Charpin
Rédacteur en chef :
Daniel Temam
Rédacteurs : R. Baktavatsalou,
C. Benveniste, C. Dulon,
A.-C. Morin
Maquette : L. Jean
Code Sage IP051017
ISSN 0997 - 3192
© INSEE 2005

